

Gisèle Pelicot donne de la voix à toutes les femmes qui se battent contre cette société

Le 2 septembre dernier s'est ouvert le procès de Dominique Pelicot. Ce père de famille a, pendant des années, drogué sa femme, Gisèle, pour la soumettre à des viols et violences sexuelles. Ce qui est tout aussi choquant dans cette affaire, c'est qu'aux côtés de Dominique Pelicot comparaissent cinquante autres coaccusés qui ont également participé aux viols. Dominique Pelicot les avait contactés via un site connu pour être un lieu de rencontres de prédateurs sexuels et de pédocriminels, un site qui n'a pourtant été fermé qu'en juin 2024, après 23 000 procédures engagées.

Un crime qui rappelle que les violences contre les femmes restent un trait fondamental de la société actuelle

Dominique Pelicot a affirmé que, sur ce site, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun ne l'a dénoncé.

Les commentateurs soulignent le fait que ces cinquante coaccusés sont des « Messieurs-tout-le-monde ». Eh oui, ce procès vient rappeler que l'écrasante majorité des viols dans la société sont le fait de proches des victimes, souvent le compagnon ou le mari. Les récentes affaires autour de la famille Duhamel ont rappelé également que l'inceste reste un fait ordinaire dans bien des familles...

Entre 2020 et 2021, le nombre de féminicides a augmenté de 20 %, et les études montrent que seuls 0,6 % des viols et tentatives de viol ont donné lieu à une condamnation. Les révélations autour de l'abbé Pierre, dont le pape vient de reconnaître que le Vatican connaissait les agissements, montre combien les institutions cherchent à camoufler cette violence ordinaire.

Un crime à l'image de la violence de la société capitaliste et patriarcale

Ces crimes sordides n'ont en réalité malheureusement rien d'étonnant dans la société dans laquelle nous vivons. L'exploitation est le fondement du capitalisme qui s'appuie sur tout ce qui peut la maintenir, et l'oppression des femmes en fait partie. En 2024, les femmes gagnent encore en moyenne 24 % de moins que les hommes. Pour perpétuer leur domination, les capitalistes utilisent tout ce qui peut diviser les travailleurs et travailleuses : le sexisme, le racisme et les préjugés les plus réactionnaires en sont des exemples.

Des luttes des femmes qui donnent espoir

Gisèle Pelicot a fait le choix de refuser le huis clos et de témoigner à visage découvert dans la presse : « Ce n'est pas pour moi que je témoigne, mais pour toutes ces femmes qui subissent la soumission chimique », a-t-elle dit. Son avocat a ajouté : « Il faut que la honte change de camp. » Samedi 14 septembre, des milliers de femmes ont manifesté en soutien à Gisèle Pelicot et contre les violences faites aux femmes.

Cette vague de solidarité entre en résonance avec le soulèvement des femmes en Inde contre le viol et le meurtre d'une jeune médecin dans l'hôpital où elle exerçait. Elle fait écho à toutes les mobilisations des femmes qui ont eu lieu ces derniers mois à l'échelle internationale, contre la tentative d'interdiction de l'avortement en Pologne, pour sa légalisation en Argentine, sans oublier le mouvement révolutionnaire des femmes en Iran...

Nous sommes résolument du côté de ces femmes qui se battent, pour en finir avec le capitalisme, ses oppressions, et toutes les violences qui en découlent.

Retrouvez-nous en ligne !
Pour nous contacter,
consulter nos articles
et revoir nos meetings !



*Ce bulletin est le tien,
laisse-le où tu veux qu'il soit lu.
Prends contact avec nous
pour t'informer !*



L'État te casse, tu paies

Le gouvernement chercherait à faire des économies sur les arrêts maladies des fonctionnaires. Un rapport officiel préconise de faire passer le nombre de jours de carences en cas de maladie des fonctionnaires de 1 à 2 voire 3 jours, et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100 %.

Jamais le gouvernement ne va chercher dans les poches des grandes fortunes, il préfère des acrobaties pour nous rendre coupables de ses problèmes.

À nous de le remettre à sa place par des luttes, pour vivre et pas survivre...

Sous la soutane, un agresseur

Depuis quelques semaines, les voix de femmes ayant subi les agressions sexuelles de l'abbé Pierre se délient, et c'est tant mieux ! Ce "saint homme" et tous ceux qui ont passé sous silence pendant des années ces agissements de prédateur sexuel depuis des années sont constitutifs de cette domination masculine qu'on retrouve tous les jours jusque dans nos services. Notre ancien directeur de l'AP-HP, Martin Hirsh, fut président d'Emmaüs durant quelques années. Il n'a jamais dénoncé publiquement ces agissements dont il était au courant. Alors luttons contre les violences sexistes et sexuelles dans les hôpitaux et dans toutes les couches de la société.

Allô ici la Terre

La CNAM (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie) constate durant ce premier semestre une hausse jusqu'à 17 milliards de la dépense liée à l'assurance maladie, elle propose donc la traque des assurés pour leur proposer des "mi-temps thérapeutiques" ou "une reprise de travail organisée". Traque aussi en pénalisant ces 7000 médecins qui feraient "trop" d'arrêts maladies.

Le gouvernement nous montre son mépris pour les travailleurs et sa déconnexion complète de la vraie vie, de la hausse du temps de travail, du manque de lits... quand il omet volontairement de parler des centaines de milliards qu'il donne aux grosses entreprises du CAC40.

À nous de lui remettre les pieds sur Terre !

Nous ne sommes pas des bouches-trous !

À l'hôpital Saint-Antoine, la direction tente de remédier au problème endémique du sous-effectif en déplaçant les collègues d'un service à un autre. Or, on ne peut imposer de tels déplacements aux soignants. Après un rassemblement le mardi 10 septembre, les collègues sont partis à une trentaine en délégation auprès de la direction pour lui signifier qu'ils étaient contre toute mobilité contrainte. Le directeur des soins a alors expliqué que les déplacements ne pouvaient être "qu'au VOLONTARIAT, expliqués et accompagnés". Voilà qui n'est pas tombé dans l'oreille de sourds !

Voilà un recul qui peut servir d'exemple à tous les collègues partout à l'AP-HP !

Bravo aux collègues de Saint-Antoine.

Pour les étudiants en médecine, le coût des études explose !

L'Association nationale des étudiants en médecine de France (Anemf) a publié, mercredi 11 septembre, son huitième indicateur du coût de la rentrée. Entre tutorat, logement et achat de matériel, voire la prépa privée, cette année est marquée par une nouvelle explosion du budget des étudiants en médecine. Cette situation s'ajoute à des réformes qui rallongent la durée des études, et dégradent la formation. Et ce alors que les revenus et aides dispensés stagnent. Ces coûts élevés, ajoutés au stress et au "burn-out" poussent chaque année des étudiants à abandonner leurs études, alors qu'on manque de médecins ! Il y a deux ans les internes s'étaient mobilisés contre l'année d'internat supplémentaire. N'est-il pas temps de ressortir les pancartes tous ensemble, externes et internes, avec tous les collègues ?

Le nom a changé mais pas les pratiques

Suite au scandale de 2022, lorsqu'un journaliste avait révélé dans son livre "les Fossoyeurs" comment des pensionnaires de ses maisons de retraite privées étaient violentés et souffraient de la faim, le groupe ORPEA a changé de nom pour devenir Emeis. Mais il ne suffit pas de changer l'emballage pour changer le contenu... Ce jeudi dernier, presque un salarié sur deux de la clinique privée Emeis du parc de Belleville était en grève, le tout avec piquet à l'entrée et prise de parole ! Les salaires sont trop faibles avec pratiquement aucun avancement, le matériel abîmé n'est pas remplacé et ici encore le sous-effectif est permanent comme l'explique une responsable syndicale sur le piquet : "La nuit, il n'y a que 3 aides-soignantes et deux infirmiers pour quatre étages et 94 patients. En cas d'urgence, ils ne pourront pas agir." Pourtant la direction locale se vante d'un "bon dialogue social" et insiste sur ses efforts pour recruter des vacataires... qu'elle paye une misère pour ensuite s'étonner de manquer de volontaires. Public ou privé, c'est la même chose : sous-effectif, salaires de misère et plannings aberrants. Si nous avons les mêmes problèmes luttons donc tous ensemble !